

**ARRÊTE PREFECTORAL  
portant mise en demeure**

**SA SEGY « Société d'Exploitation de Gypse »  
Commune de Montricher-Albanne**

**LE PREFET DE LA SAVOIE**

*Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur;  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,*

**VU** le Code de l'environnement et notamment ses articles L.171-6 et L.514-5, L.171-7, L.171-8, L.172-1 et L.511-1 ;

**VU** la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et notamment les rubriques 2510-1 (« Exploitation de carrières ») et 2515-1.c) (« Installations de traitement ») ;

**VU** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 10 octobre 1986 portant autorisation à la SARL SOFATRANS d'exploiter une carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 10 mai 1988 autorisant la SA SEGY, dont le siège social est à Montricher-Albanne, à se substituer à la SARL SOFATRANS pour l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

**VU** l'arrêté préfectoral complémentaire du 29 décembre 2016 portant prorogation de la durée de l'autorisation d'exploiter la carrière sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de Montricher-Albanne ;

**VU** l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 07 février 2019, prises à titre conservatoire ;

**VU** le rapport de l'inspecteur des installations classées de la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes du 8 mars 2019, transmis à l'exploitant par courrier du 8 mars 2019 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 ;

**VU** les observations de l'exploitant présentées par courrier du 13 mars 2019 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

**VU** le courriel du 18 mars 2019 de l'inspection des installations classées précisant que les éléments apportés par l'exploitant ne permettent pas de répondre aux enjeux identifiés dans l'arrêté préfectoral du 7 février 2019 visé précédemment ;

**CONSIDÉRANT** que l'autorisation préfectorale d'exploiter le site de la carrière est échue depuis le 29 décembre 2018 ;

**CONSIDÉRANT** les conclusions de l'étude géotechnique complémentaire susvisée, qui font état d'une situation très préoccupante à court, moyen et long terme vis-à-vis du risque d'éboulement (pierres, blocs, masses, grandes masses et très grandes masses) sur l'ensemble des quatre secteurs de la carrière (et notamment le secteur 1, secteur d'implantation de la falaise surplombant la voie d'accès au site de la carrière qui, à ce jour, est également la voie d'accès privilégiée au hameau de Saint Félix) ;

**CONSIDÉRANT** le rapport du service RTM susvisé, qui confirme l'existence d'un « ...aléa imminent et important de chute de bloc sur l'accès à la carrière SEG Y. » ;

**CONSIDÉRANT** qu'à ce jour, les opérations de remise en état finale et de mise en sécurité du site prescrites par les arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation du site n'ont pas été conduites par l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT** que face aux risques encourus par toute personne qui viendrait à se trouver aux abords des secteurs 1 à 4 du site de la carrière, il apparaissait nécessaire que l'exploitant définisse au plus vite les conditions de mise en sécurité de sa carrière, en prenant en compte l'ensemble des enjeux associés ;

**CONSIDÉRANT** que, face à ces constats, il a été prescrit à l'exploitant, par arrêté préfectoral du 7 février 2019 des mesures d'urgence, prises à titre conservatoire et visant à assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, en application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que l'exploitant n'a pas satisfait aux obligations fixées par les articles 5, 6, 7, 8 et 9 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence susvisé dans les délais prescrits par ces mêmes articles ;

**CONSIDÉRANT** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la S.A. SEG Y de respecter les dispositions des articles susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** que la S.A. SEG Y a été invité à faire part de ses observations au préfet de la Savoie sous un délai de quarante-huit heures à compter de la réception de la copie du rapport du service d'inspection de la DREAL en date du 8 mars 2019, dans le cadre de la procédure contradictoire particulière précitée ;

**SUR** proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

## **ARRETE**

### **Article 1**

La S.A. SEG Y dont le siège social est : Chez SOFATRANS – Zone Artisanale d'Hermillon – 73300 SAINT JEAN DE MAURIENNE, représentée par Monsieur Kévin BIZEL-BIZELLOT, en sa qualité de Directeur Général, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 2 à 5 du présent arrêté, dans les délais fixés par ces mêmes articles, concernant l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de roches massives de gypse sise au lieu-dit « Les Voutes » sur le territoire de la commune de MONTRICHER-ALBANNE.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2**

Respecter, sous un délai de 72H00, les dispositions de l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 février 2019.

### **Article 3**

Respecter, sous un délai de 72H00, les dispositions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 février 2019 relatif à la justification du renouvellement effectif des garanties financières.

### **Article 4**

Respecter, sous 8 jours, l'ensemble des dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 février 2019 relatives à la définition précise des niveaux d'enjeux associés aux risques identifiés et à la définition des mesures à mettre en œuvre par l'exploitant ainsi que les délais associés.

### **Article 5**

Respecter, sous 15 jours, l'ensemble des dispositions des articles 5 et 6 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 7 février 2019 relatives à la mise en place effective d'un dispositif de surveillance adapté des secteurs 1, 2 et 4 de la carrière (tels que référencés dans l'étude géotechnique « GEOLITHE » susvisée) et à la mise en place d'un protocole de sécurité intégrant l'ensemble des prescriptions de l'article 5 susvisé.

### **Article 6 : Sanctions administratives**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 2 à 5 du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu aux mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par le paragraphe II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations.

### **Article 7 : Délais et voie de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et suivant du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans un délai, prévu à l'article R.421-1 du code de justice administrative, de deux mois à compter de la notification ou de la publication de la présente décision.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### **Article 8 : Notification et publicité**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 9 – Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, monsieur le Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône Alpes, en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie est adressée au maire de Montricher-Albanne.

Chambéry, le

**19 MARS 2019**

Le préfet



Louis LAUGIER

